



Jeunes pour un Nouveau Parti Anticapitaliste

Nous sommes des milliers de travailleurs-es, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. Nous avons décidé de répondre à l'appel lancé par Olivier Besancenot à construire ensemble un Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans un même parti ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous vous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.



**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**

www.npa2009.org
npa.jeunes@free.fr

Sarko l'a dit : les mesures antisociales continuent ! Il a bien l'intention de sauver son système en faisant payer la crise aux jeunes et aux travailleurs. Il va laisser faire les licenciements, tout en filant des milliards aux grands groupes industriels et aux banques. Il va continuer la répression contre les jeunes et les militants qui contestent sa politique. Il va continuer à faire passer en force ses contre-réformes sur l'Éducation et à supprimer les postes par milliers. Aucun secteur n'échappe à cette logique.

C'est le moment de faire reculer le gouvernement !

Certains pourraient se dire que ce n'est pas la peine de résister, qu'il faut attendre des jours meilleurs en se serrant la ceinture et en fermant sa gueule... Mais le succès de la journée de grève du 29 janvier ou la grève générale guadeloupéenne qui se propage aux autres colonies de la France (Martinique, Réunion, Kanaky...) prouvent que ce n'est pas le cas ! Nous sommes des millions à vouloir en découdre avec ce gouvernement... Et c'est le moment de le faire, tant que les braises sont encore chaudes !

Un mouvement historique sur les facs !

Pour la première fois depuis mai 68, les profs de fac sont en grève dans tout le pays ! Les étudiants les rejoignent, car les réformes de l'enseignement ont pour cible notre avenir. La logique de la classe dirigeante, c'est de faire baisser les salaires pour augmenter les profits. Nos diplômes c'est justement ce qui nous donne accès à des droits sur le marché du travail. S'ils ont moins de contenu et qu'ils sont différents d'une fac à l'autre, ils n'auront plus de valeur pour nous garantir quoi que ce soit. Il s'agit bien de préserver les profits des capitalistes à long terme, en nous assurant un avenir de chômage et de précarité.

Tous en grève maintenant !

Les enseignants peuvent faire reculer le gouvernement sur leurs revendications. Si les étudiants leur emboîtent le pas sur le reste des attaques contre l'Éducation, ils peuvent aussi gagner. Pour cela, il faut un réel mouvement de grève massive dans les facs. Il faut amplifier le mouvement pour lui donner une vraie visibilité et mettre ainsi nos revendications en avant. C'est comme cela que nous atteindrons la journée de grève interprofessionnelle du 19 mars en ayant mis la France dans une atmosphère de lutte.

Nous pourrons faire de cette journée, non pas un énorme succès sans lendemain, comme le 29 janvier, mais le début d'une grève générale, un mouvement d'affrontement entre tous les travailleurs du pays et les capitalistes.

Plus que jamais, le capitalisme emmène le monde droit dans le mur. Nous devons construire l'affrontement pour parer les coups de la droite, lancer la contre-attaque et dessiner les contours d'une nouvelle société. Une société dans laquelle toutes les décisions seraient prises par la majorité, dans l'intérêt de tous et dans le respect de l'avenir de la planète. Une société dans laquelle les travailleurs et les jeunes contrôleraient l'économie, pour les besoins de la majorité. Cette société ne naîtra que des luttes que nous menons dès aujourd'hui !

Réforme du financement des facs

Dans toutes les facs, le budget de l'année 2009/10 sera calculé selon le nouveau système d'allocation des moyens, qui modifie les modalités de financement public des universités. Les universités ne seront plus financées en fonction de leur besoins mais en fonction de leurs performances. L'allocation des moyens aux universités se fera selon deux critères : leur activité et leur performance.

Le critère dit « d'activité » est réduit à 80% du budget alloué. L'évaluation de l'activité ne se fera plus en fonction du nombre d'étudiant inscrits à la fac mais du nombre d'étudiants présents aux examens. Pour obtenir un budget correct, les universités seront amenées à sélectionner leur étudiants d'une façon ou d'une autre, pour avoir le moins possible d'étudiants « décrocheurs ». Les étudiants qui ont le profil du « socialement défavorisé » se feront claquer la porte au nez (cela existe déjà dans certaines facs).

Le critère de performance conditionne 20% du budget alloué. Seront évalués :

- l'insertion professionnelle: cela pousse les facs à faire des diplômes professionnalisants en partenariat avec le privé, qui peuvent permettre une insertion pro-

fessionnelle rapide mais instable car leur contenu devient obsolète en quelques années. En plus, les titulaires de ces diplômes sont rarement payés au niveau attendu par rapport à leur qualification.

- la réussite en licence : ce qui poussera les facs à sélectionner les meilleurs étudiants et les plus favorisés socialement.

- la cotation des laboratoires: plus on aura des bons chercheurs, plus on aura de financement... C'est une spirale de concurrence qui empire le développement de facs à deux vitesses.

- la qualité de la gestion, le respect du contrat quadriennal entre l'université et l'Etat (ce contrat est un projet de développement de l'université sur 4 ans, contenant les objectifs de l'université et le budget alloué par l'Etat pour les atteindre) : c'est une prime à la docilité, utile pour faire passer les réformes...

L'ensemble de ces critères pousse à la sélection sociale et à une baisse de budget pour les « mauvaises » universités (de banlieues, de villes moyennes, qui ont le plus d'étudiants en difficulté financière ou pédagogique du fait de leur origine sociale). Les « bonnes » universités, celles qui arriveront à amener le plus d'étudiants

jusqu'aux examens et qui auront les chercheurs assurant le plus de publication, auront le plus de financement.

Dans la logique de la LRU, c'est la guerre entre universités pour attirer les meilleurs chercheurs et étudiants. La division facs d'élite/facs poubelles se concrétise. Les inégalités Les inégalités entre nos diplômes accentueront la concurrence entre nous sur le marché du travail et cela tirera les salaires et les conditions de travail vers le bas, pour tout le monde.



Grève dans les facs : comment gagner ?

Des réformes structurelles graves...

Toutes les mesures actuelles découlent de la LRU, la loi sur l'autonomie des universités. A la rentrée 2009, les universités seront financées sur des critères de performances (taux d'insertion professionnelle, de réussite aux examens, partenariats avec le privé...) et non selon le nombre d'étudiants. C'est la concurrence entre les facs et entre les étudiants, mais aussi entre les enseignants. Seuls certains d'entre eux auront le droit de faire de la recherche. Les autres ne pourront faire que de l'enseignement. Il y aura des facs d'élite, qui auront les meilleurs enseignants-chercheurs, et qui accueilleront les deuxièmes et troisièmes cycles pour faire de la recherche... Et les facs poubelles, qui dispenseront des licences très spécialisées, financées par les entreprises privées, avec une valeur très limitée sur le marché du travail. La réforme des IUFM préfigure une attaque très grave. Le gouvernement veut faire passer le concours de l'enseignement de bac + 3 à bac + 5. D'ici quelques années, il est évi-

dent que d'autres concours suivront cette évolution... Pour avoir accès à un emploi stable et bien rémunéré, il faudra avoir bac + 5. Autant dire que seule une minorité s'en sortira.

Ainsi, au delà de l'application de tel ou tel réformes, les attaques actuelles viennent modifier en profondeur la structure même de l'université. Et cela a des implications pour l'ensemble de notre vie future, notamment sur le marché du travail.

Profs et étudiants : faire converger les mobilisations

La question qui se pose aujourd'hui dans la mobilisation est comment construire un mouvement majoritaire chez les étudiants sur nos propres revendications.

Nous devons donc partir de la réalité et nous appuyer sur les professeurs mobilisés pour entraîner les étudiants. La grève des profs doit permettre de tisser des liens dans la lutte et à dégager du temps pour étendre le mouvement.

Construire un mouvement par et pour les étudiants n'est pas un but corpora-

tiste ou une forme de désaffection vis à vis des professeurs. C'est simplement le meilleur moyen de gagner sur les revendications de l'ensemble de la communauté universitaire. En effet, nous ne gagnerons pas sans les profs mais l'inverse est vrai également. Chercher à faire converger les mobilisations est donc fondamentale. Mais cela n'est possible qu'en construisant une grève autonome des étudiants, c'est à dire pas uniquement en solidarité ou suiviste vis à vis de celle des professeurs. Or c'est l'une des difficultés principales qui se pose aujourd'hui.

Nos revendications doivent être cohérentes et apparaître comme crédibles à une échelle large. Elles doivent donc s'articuler dans une plateforme qui permet de répondre aux attaques du gouvernement et d'entraîner dans la lutte l'ensemble des étudiants. La question des IUFM et du refus de la masterisation des concours de l'enseignement est centrale. Nous devons aussi chercher à porter le refus de la réforme des moyens qui permet de faire le lien avec l'application de la loi LRU.

La classe ouvrière : force centrale pour renverser la société

Nous voulons entraîner les travailleurs dans la grève, pour être plus forts face au gouvernement. Leur rôle est fondamental pour briser ce système et en construire un nouveau.

La classe ouvrière est loin d'être morte !

On entend souvent qu'il y a « de moins en moins d'ouvriers ». Or, aujourd'hui, on en compte plus de 7 millions en France, à peu près autant qu'à la fin des années 60. Et la classe ouvrière n'est pas composée que de travailleurs manuels de l'industrie. Ce sont toutes les personnes obligées de vendre leur force de travail pour vivre, 90% de la population active.

Les travailleurs salariés représentent la majorité de la population mondiale. A l'époque de Marx, il y avait autant de prolétaires dans le monde qu'il y en a aujourd'hui en Corée du Sud...

Le rôle des travailleurs dans la production

La classe des travailleurs a un pouvoir po-

tentiellement énorme contre le système. La production, la distribution, la communication, tout dépend des travailleurs. Sans eux, aucun camion ne roulerait, aucun avion ne volerait, les téléphones et les télévisions ne fonctionneraient pas... Et la classe ouvrière n'a un pouvoir qu'en agissant collectivement : pour obtenir la moindre amélioration des conditions de travail, les travailleurs sont obligés d'agir ensemble contre le patron. Pour prendre le contrôle des instruments de production, ils devront agir collectivement et créer une propriété collective.

C'est nous qui produisons les richesses. Et si nous utilisons nos outils de travail et notre savoir-faire en faveur du mouvement et non plus en faveur du patron, alors l'impact de nos grèves sera décuplé. Imaginons les cheminots en grève affrétant des trains pour aller en manif, les salariés d'EDF coupant l'électricité aux patrons, les travailleurs de l'imprimerie remettant en route les machines pour tirer des tracts... Tous ces exemples ont eu lieu dans divers mouvements de grève.

La généralisation de ce type d'expérience

au cours d'une grève générale, ce serait le début d'une véritable révolution sociale. C'est cette classe qui est la force décisive pour abattre l'État et reconstruire une société organisée en fonction des besoins réels de la population.

La jeunesse dans tout ça

La jeunesse scolarisée n'a pas ce pouvoir. Quand on arrête d'étudier à la fac, l'économie tourne toujours. Mais la jeunesse peut entraîner les salariés dans l'action. Qu'on soit jeune travailleur, étudiant ou lycéen, on ne porte pas le poids des défaites du passé, des trahisons des partis de gauche et des syndicats... Et comme nous avons tout notre avenir devant nous, nous n'avons rien à perdre.

On l'a vu en mai 68, pendant le CPE ou l'automne dernier en Grèce : les jeunes peuvent créer une atmosphère de lutte dans un pays. Ils peuvent donner confiance aux travailleurs pour se dire que c'est le moment de se battre.

A nous d'être l'étincelle qui mettra le feu aux poudres, la flamme de la grève générale et de la révolution !

S'impliquer au quotidien dans la grève pour gagner !

Pour gagner sur ces revendications, il faudra une grève majoritaire des étudiants. Nous devons organiser la cessation des cours pour permettre de dégager du temps pour construire la mobilisation. C'est cela se mettre en grève pour un étudiant. Mais la grève ne peut avoir une efficacité que si elle est active. Nous devons nous organiser au sein même de nos universités pour que les étudiants ne rentrent pas chez eux mais viennent sur le campus tous les jours. Ce n'est que lorsque la plupart des gens s'impliquent au quotidien en ayant conscience des objectifs qu'une grève peut gagner. Nous devons donner une visibilité au mouvement en tenant des piquets de grève à l'entrée des bâtiments, en organisant des barrages filtrants et en cherchant à nous adresser à chaque étudiant. C'est comme cela que nous ferons faire un saut en avant à la grève.

Pour permettre que la grève s'étende il faut que le mouvement soit contrôlé par et pour les étudiants grévistes. Il faut donc développer les cadres d'auto-organisation



du mouvement, à commencer par les AG elles-mêmes. Les comités de mobilisation sont des outils qui servent à appliquer les décisions des AG et à se tourner vers l'extérieur notamment en popularisant les revendications. Enfin au niveau national, la coordination nationale ne doit pas être un

simple outil technique de coordination entre les facs mais doit servir à élaborer une politique d'ensemble pour la grève.

Fondation du NPA : Construire les luttes, renverser le capitalisme

Du 6 au 8 février, environ 650 délégués représentant plus de 9000 militants se sont réunis pour fonder le NPA, le Nouveau Parti Anticapitaliste. Ce congrès a été l'occasion de finaliser le fonctionnement et le programme du NPA, un programme résolument anticapitaliste et tourné vers l'action. Nous avons aussi pris le temps de discuter de la situation après le 29 janvier et des perspectives qui se dégagent pour aller vers une grève générale des jeunes et des travailleurs pour mettre un coup d'arrêt à la politique de Sarkozy.

Être à l'initiative des luttes, chercher à les unifier dans le but de renverser le système capitaliste : les objectifs essentiels du NPA sont restés les mêmes depuis un an et demi. En effet, nous pensons, surtout avec la crise et la politique destructrice de la droite, qu'aucune lutte ne peut gagner seule, et qu'il n'y a pas de solution partielle aux licenciements, à la casse de l'éducation, à la crise écologique, à la guerre... Le but du NPA est donc de rassembler ceux qui luttent sur tous ces fronts, de redonner confiance en l'organisation collective, et d'agir pour un changement d'ensemble, une transformation révolutionnaire de la société.

Pour cela, un parti qui soit un outil collectif et démocratique est indispensable. S'y organiser, ça veut dire pour chacun contribuer dans la mesure de ses possibilités à la construction d'un outil pour renverser le système.

Surtout, ça veut dire discuter régulièrement avec ceux qui sont sur ta fac, ton lycée, ton lieu de travail pour réfléchir et agir au niveau local, tout en se coordonnant à l'échelle nationale pour être plus efficace. Avoir une analyse générale de la situation (pourquoi la crise, pourquoi telle lutte a échoué et telle autre a réussi...) n'est possible qu'avec un parti structuré nationalement.

On peut ainsi préparer les luttes, en être à l'initiative, et réfléchir à la meilleure orientation qu'elles doivent prendre, pour gagner et entraîner d'autres secteurs.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons nous organiser là où nous sommes pour construire les mobilisations qui se développent comme en ce moment sur les universités. Des comités existent dans de nombreuses facs, dans des lycées, ainsi que sur des quartiers ou des entreprises, n'hésitez pas à prendre contact avec nous, pour discuter, agir, et faire enfin changer les choses !



Les Antilles nous montrent la voie !

Depuis le 20 janvier, la Guadeloupe est en grève générale à l'appel du Liyannaj Kont Pwofitasyon (Collectif contre l'exploitation) qui regroupe syndicats, associations et partis de gauche. D'autres collectifs, inspirés du LKP, se sont constitués pour étendre la grève. Le 5 février, la grève générale a été déclenchée en Martinique. A La Réunion, le collectif appelle à la grève et à la manifestation pour le 5 mars.

Ils revendiquent l'augmentation des revenus, notamment des plus bas, de 200 € (Guadeloupe), 300 € (Martinique), baisse du prix des carburants, des produits de première nécessité, de l'eau, des transports, titularisation des salariés précaires, baisse des impôts et des taxes, reversement par la compagnie pétrolière locale de ses surprofits pour l'emploi des jeunes et un service efficace de transport...

Le collectif de lutte dénonce « des marges bénéficiaires exorbitantes faites par les gros importateurs qui réduisent la Guadeloupe à une colonie de consommation avec la complicité de l'Etat ». Les produits de première nécessité sont plus chers qu'ici, de 50 % ou plus. Il y a aussi des points communs avec la métropole. Ici comme là-bas, les salariés et la population subissent la crise de plein fouet tandis que celle-ci profite à une petite minorité d'exploiteurs, avec le soutien actif du gouvernement et du Medef.

L'ampleur de la mobilisation a forcé Yves Jégo, ministre de l'Outre-Mer, à venir négocier en Guadeloupe. La négociation, retransmise en direct, est très suivie par la population, qui soutient massivement la grève. Le gouvernement promet un « plan global pour l'outre-mer », dans le cadre d'une loi qui serait votée mi-mars, qui ne satisfait pas les revendications de la grève. Il promet aussi de « faire respecter l'Etat de droit » et a déjà fait rouvrir des commerces par les forces de l'ordre. Si le soutien de l'opinion publique française en général est fort, le gouvernement pourra moins se permettre de réprimer violemment. Le soutien commence à s'organiser en métropole à travers une déclaration de soutien unitaire et des appels à manifester. Le meilleur soutien reste bien sûr d'étendre la grève générale à tous les territoires français !



Je souhaite prendre contact avec le Nouveau Parti Anticapitaliste

Lycée/Fac :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : Email :

**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**

A renvoyer à Jeunes NPA, 2 rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil /// npa.jeunes@free.fr

www.npa2009.org